

DOIT-ON SE SOUCIER DE LA DÉFENSE DU CANADA?

par Geoffrey Pearson

« Nous vivons dans une maison
ignifugée, construite loin de toute source
de conflagration. »

*(Sénateur Raoul Dandurand,
devant l'Assemblée de la
Société des Nations, 1924)*

Depuis les débuts de l'histoire écrite, on associe généralement la sécurité des groupes, des tribus, des nations et des États à leur capacité de se défendre par la force. Plus cette capacité était élevée, pensait-on, plus on était en sûreté. À première vue, l'hypothèse semble tout à fait logique. Il est en effet indéniable que des pays faibles ont souvent été victimes de voisins plus puissants, et que l'influence d'un État dépend en bonne partie de sa puissance militaire. Toutefois, les historiens ont eu du mal à prouver que les États plus puissants jouissent d'une plus grande sécurité; à cet égard, le cas de la Russie est éloquent. Il est fort possible, au contraire, que la force militaire d'un pays donné suscite une hostilité directement proportionnelle chez ses voisins. Ce genre de dynamique débouche habituellement sur une guerre. Néanmoins, l'équation « force militaire égale sécurité » continue de prévaloir.

Certains États-nations n'ont pourtant pas partagé cette hypothèse. En vertu des hasards de la géographie et des méandres de l'histoire, les trois pays qui composent l'Amérique du Nord (le Mexique, les États-Unis et le Canada) ont jugé inutile de garder des armées puissantes après leur accès à l'indépendance. Il est vrai que, dans le cas du Canada, des rapports privilégiés avec la Grande-Bretagne ont créé une situation particulière. Les États-Unis ont changé leur perception de la sécurité après 1941, et le Mexique a modifié le rôle de son armée après la longue guerre civile qu'il a connue au début du siècle, rôle qui est toutefois demeuré

restreint. Quant à lui, le Canada ne s'est jamais senti menacé au point de maintenir une grosse armée en temps de paix.

En outre, l'apparition des armes nucléaires et de missiles pour les transporter semble avoir remis en question les hypothèses qu'on entretenait traditionnellement au sujet de la sécurité. À l'Est comme à l'Ouest, les États affirment maintenant qu'il serait impossible de gagner une guerre nucléaire. On peut déduire, par conséquent, qu'elle ne ferait que des perdants. Pourtant, les gouvernements mêmes qui épousent cette logique se proposent d'employer les armes nucléaires dans certaines circonstances, sous prétexte qu'un plan à cet effet « dissuadera » l'adversaire d'en appliquer un semblable et prévendra ainsi la conflagration. Parallèlement, les forces classiques restent sur un pied de guerre, comme si les armes atomiques n'existaient pas. En fait, les dépenses militaires continuent à augmenter presque partout dans le monde, stimulées par la rivalité des grandes puissances au Nord, par l'évolution technologique, et par la multitude de jeunes (et moins jeunes) nations du Sud qui revendiquent fièrement la souveraineté (et son inévitable corollaire, la défense nationale), aspect auquel les pays européens commencent aujourd'hui à accorder moins d'importance, après en avoir été longtemps les champions. Mais divers facteurs pourraient bien endiguer et inverser cette hausse continue des budgets militaires.

Le premier de ces facteurs est la volonté naissante, à l'Ouest comme à l'Est, de remettre en question les prémisses de la guerre froide, volonté que M. Gorbatchev appelle « nouveau mode de pensée », que M. Reagan résume dans le slogan « faire confiance, mais vérifier », et que beaucoup d'autres désignent par l'expression « sécurité commune ». « À notre époque, ce sont les valeurs

43-250-583